

Le pouvoir aux travailleurs

07 Février 2015

N° 208

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- IL Y A DE L'ARGENT DANS LES CAISSES DU PATRONAT	3
- LE GOUVERNEMENT EST GÉNÉREUX AVEC L'ARGENT PUBLIC	3
- LE ROI ET SA SUITE ONT GROS VENTRES	3 - 4
- EXPLOITEURS ET GOUVERNANTS, MAIN DANS LA MAIN	4
- TROUBLE À L'ORDRE PUBLIC ?	5
- UNE ALLOCATION FAMILLIALE DE MISÈRE !	5
- MINES D'OR : CEUX QUI EN PROFITENT ET CEUX QUI EN PATISSENT	5 - 6
- ENLÈVEMENTS D'ENFANTS : C'EST L'OBSCURANTISME QU'IL FAUT COMBATTRE	7 - 8
- DE QUI SE MOQUE LE PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT ?	8 - 9
- GESCO : DÉGUERPISSEMENT PAR LA FORCE	9
- MORTES POUR ÊTRE ALLÉES CHERCHER DE L'EAU POTABLE	9 - 10
- NON À LA DESTRUCTION DES LOGEMENTS !	10
- BIANKOUMA : UN VILLAGE SE RÉVOLTE CONTRE LE RACKET DES FRCI	10 - 11
- CIPREL VRIDI : FACE À LA RAPACITE DES PATRONS, LES TRAVAILLEURS RÉCLAMENT LEUR DU	12

IL Y A DE L'ARGENT DANS LES CAISSES DU PATRONAT

Les ex-combattants de Soro Guillaume passent à la caisse les uns après les autres, en forçant à chaque fois la main du gouvernement.

C'était d'abord une dizaine de milliers d'entre eux, ceux insérés au sein des Frci qui s'étaient mutinés, le fusil au poing, il y a de cela quelques mois. Ils avaient eu gain de cause à grand éclat médiatique. Ouattara en tête, avait glorifié ces « *valeureux soldats* » sans lesquels il est vrai, il n'aurait pas pu se hisser au pouvoir.

La publicité faisant effet, ce fut ensuite le tour de ceux d'entre eux qui avaient intégré la douane et la gendarmerie d'entrer dans la danse. Pour les uns, sans même la manière, puisqu'ils avaient même séquestré le ministre de la Défense.

Dans la foulée, les Frci rattachés au camp commando d'Akouédo, ont envahi les rues, bloquant la circulation sur la route de Bingerville. Cette fois-ci, le gouvernement avait fait semblant de taper sur la table, en arrêtant tout au moins un bouc-émissaire, en la personne d'un commandant Frci. Il avait été accusé d'avoir fomenté cette nouvelle mutinerie. Ce fut non sans mal, puisqu'une lutte armée s'était engagée durant toute une matinée aux alentours de sa résidence, contre sa petite bande, avant qu'il ne soit mis sous les verrous. Il s'agissait d'un dénommé « *tracteur* », un ancien com'zone, qui avait été bombardé au grade de « *commandant* », comme quelques-autres de son genre.

Mais un mois après, ce « *tracteur* » a été relâché et réintégré à son poste avec les excuses du gouvernement. C'était sous le prétexte qu'« *aucune preuve* » de son implication n'avait été finalement trouvée.

Mais voilà que ce sont maintenant 30.000 ex-combattants, de la catégorie de ceux qui n'ont été insérés nulle part et qui détiennent encore leurs armes, qui menacent de perturber les futures élections présidentielles.

Le gouvernement craint la grogne des ex-combattants. Des mutineries similaires avaient dans le passé fait tomber le pouvoir de Bédié. Alors, face à la menace, il a fait le choix de céder quelques milliards et éviter que la grogne ne s'étende à d'autres corps armés.

Ouattara affiche avec satisfaction que l'économie du pays va bien, que le taux de croissance frôle les deux chiffres, que les réalisations sous forme de barrage hydro-électriques, de routes, de ponts, vont bon train. Les chiffres d'affaires des entreprises sont élevés puisque l'Etat est en train de créer de nouvelles zones industrielles pour permettre à celles-ci d'accroître leur capacité de production et à des nouveaux capitalistes de bâtir des usines.

Les caisses de l'Etat et celles du patronat sont pleines. Il y a de l'argent pour améliorer les conditions d'existences des classes pauvres, mais ils ne le feront que si à l'exemple des ex-combattants, les travailleurs, eux qui sont à la base de toutes les richesses de la société, font valoir leurs exigences pour de meilleures conditions de vie.

L E U R S O C I E T E

LE GOUVERNEMENT EST GÉNÉREUX AVEC L'ARGENT PUBLIC

Depuis que Ouattara a annoncé la création d'une « *chambre* » des « *rois* » et des « *chefs traditionnels* », une sorte de parlement bis, doté d'un budget, la guerre fait rage entre prétendants dans les différentes localités. Il y aura à boire et à manger !

Si les titres de « *Chef traditionnel* » et autre « *Roi* » sont d'un autre âge, les prétendants aux postes, eux, sont bel et bien des gens du 21ème siècle. Comme le sont d'ailleurs tous les dirigeants politiques qui se bousculent à la mangeoire gouvernementale. Des deux côtés, ce sont souvent les mêmes. Seulement, une fois à la retraite, ils vont manger à un autre râtelier !

Ainsi, par exemple, pour le « trône des Akoué », un certain Thiam Augustin Houphouët et Dahouet Augustin Boigny, sont à couteaux tirés. D'autant plus que Yamoussoukro prend de plus en plus sa place de capitale politique et que par conséquent l'assiette est mieux garnie qu'ailleurs.

Ce genre de bagarre est maintenant légion, faisant souvent des blessés et même des morts. Depuis quelques mois, la presse en fait régulièrement échos.

On pourrait placer ces roitelets sur un ring et les laisser s'étriper entre eux. Ce sont des parasites de la société et il est inadmissible que leurs rémunérations soient prélevées dans les caisses publiques, c'est-à-dire dans les poches des contribuables. Ces ponctions ainsi que d'autres prélèvements inutiles se traduisent au bout du compte par des hôpitaux et des écoles en moins.

Le RDR, tout comme ses prédécesseurs, est plein d'égards envers cette chefferie traditionnelle qui véhicule des pratiques rétrogrades. Elle constitue, une base, un socle à travers lequel il exerce son autorité aux quatre coins du pays. Et en ces périodes pré électorales, c'est l'assurance de glaner des voix auprès des sujets des féodaux.

LE ROI ET SA SUITE ONT GROS VENTRES !

A Assinie-Mafia circulait récemment une rumeur sur des « *crimes rituels* » et autres « *assassinats* ». Or, chacun sait que c'est dans ces environs que viennent

se prélasser les milliardaires de ce pays, y compris Ouattara et sa famille. Alors, autant dire que ce genre de mauvaise publicité n'a pas bonne presse auprès de ce beau monde.

L E U R S O C I E T E

Le sous-préfet et le commissaire de la localité ont donc été mobilisés pour mettre fin à cette rumeur. C'est ainsi qu'un bouc-émissaire, un certain Akegna Kou, Alias « *libanais* », a été désigné comme étant à l'origine de la rumeur. Pour se faire pardonner de la chefferie locale, celui-ci a déboursé trois moutons : un premier qu'il a déposé à la « *cour royale* » ; un second qu'il a remis au pied du « *Roi* » et un troisième pour la « *royauté* ». A

ces trois moutons, il a ajouté « *six bouteilles de liqueur, trente mille francs, deux bouteilles d'huile, un sac de riz, des assaisonnements (cube-maggi) et des condiments* ».

La mauvaise réputation de la localité est lavée, le ventre du roitelet est plein et les nantis peuvent continuer à venir passer du bon temps dans leur petit paradis au milieu d'un océan de misère.

EXPLOITEURS ET GOUVERNANTS, MAIN DANS LA MAIN

22 membres du patronat ont été décorés dans le courant du mois de janvier par les autorités gouvernementales.

Mr Koné Mamadou, l'ex président de la Cour suprême a été désigné pour célébrer cette cérémonie. Il a remercié ces exploiters, pour « *les éminents services* (qu'ils auraient) *rendus à la nation* » et pour avoir « *repositionné* (les entreprises capitalistes) *dans le train du développement* ». « *Soyez fiers de vous* », leur a-t-il dit.

En tout cas, les ouvrières de Filtisac n'en diraient pas autant ! En effet, les nouvelles recrues à la section « *finition* » dans cette entreprise ne bénéficient même plus d'un salaire mensuel. Elles sont maintenant payées « *à la tâche* » ! Le patron de l'entreprise estime que le Smig est trop cher payé pour les ouvriers ! Dans cette même entreprise, la Direction se débrouille pour chasser les malades et

les vieux qu'elle a déjà pressurés jusqu'à la corde.

Ce n'est donc pas un hasard si parmi les récipiendaires, figure un certain Mahamadou Sylla, Directeur Général du groupe IPS, le principal actionnaire de Filtisac. Ce sont des dirigeants de ce genre qui ont été distingués par le gouvernement. Il ne faut pas chercher ici une erreur. Bien au contraire, c'est dans l'ordre des choses : société capitaliste, gouvernement capitaliste !

Par ailleurs, cet ex-président de la « *Cour suprême* » qui était si honoré d'avoir été choisi pour décorer ces exploiters vient de prendre la place laissée vacante par Francis Wodié à la présidence de la « *Cour constitutionnelle* ».

Promotion lucrative pour quelques-uns et l'exploitation féroce pour les travailleurs sont les deux faces d'une même médaille dans cette société.

L E U R S O C I E T E

TROUBLE À L'ORDRE PUBLIC ?

Deux membres du Syneplaci (Syndicat national des enseignants du privé laïc de Côte d'Ivoire) ont été arrêtés la semaine dernière à Yopougon. Le même jour, des grévistes qui manifestaient à Abobo ont aussi été dispersés par les forces de l'ordre pour « *trouble à l'ordre public* ».

Leur seul tort, est d'exiger le paiement des nouveaux salaires dus

aux enseignants du privé ; l'application du nouveau Smig aux personnels non enseignants ; le paiement des heures supplémentaires, etc.

En somme, ces enseignants et le personnel travaillant dans les établissements scolaires privés ne demandent que leur dû. Mais c'est déjà trop pour ce gouvernement trop préoccupé à servir la soupe aux riches !

UNE ALLOCATION FAMILIALE DE MISÈRE !

Joseph Ebagnerin, le PCA de la CNPS, qui est aussi le Secrétaire général de la centrale syndicale Ugcti, était fier d'annoncer que l'agence qu'il dirige va augmenter l'allocation familiale de 1500 Fr actuellement à 2500 Fr.

C'est une bonne chose, mais cela fait très longtemps que cette allocation n'a pas été augmentée. Cela correspond à 33,3 Fr par jour, c'est-à-dire une misère par rapport aux bénéficiaires patronaux. Bénéficiaires qu'il faudrait taxer davantage !

MINES D'OR : CEUX QUI EN PROFITENT ET CEUX QUI EN PATISSENT

La production d'or en Côte d'Ivoire est passée de 7 tonnes en 2009 à environ 24 tonnes en 2014.

Ce sont essentiellement quatre sociétés qui tirent cette production. Elles sont anglaises, canadiennes et australiennes. Ainsi, la mine d'or de Tongon, au Nord de Korhogo, est

exploitée par Randgold Resources, une entreprise anglaise, qui représente à elle seule 40% de la production totale ; Celle d'Ity est exploitée par une entreprise Canadienne, La Mancha ; celle d'Agbaou, par une autre entreprise canadienne, Endehavour mining ; celle de Bonikro, par Newcrest mining, une entreprise australienne.

L E U R S O C I E T E

De tous ces endroits, les petits orpailleurs ont été chassés par les forces armées gouvernementales. Par ailleurs, les populations qui habitent ces régions subissent la pollution liée à l'exploitation de l'or. Ainsi, par exemple, il y a de cela deux mois, à quelques kilomètres au nord de la ville de Korhogo, des riverains ont trouvé des poissons morts flottant dans un lac ainsi que dans les rizières environnantes. Ils ont été contaminés par du cyanure qui est un produit hautement toxique servant à nettoyer l'or de ses impuretés.

On a découvert par la suite que ce poison s'était « échappé » de la mine d'or de Tongon de Randgold Resources, depuis un tuyau souterrain qui était sans protection. Il était fissuré sur deux mètres par le poids des camions qui passent tous les jours dessus. L'affaire est d'autant plus grave que le barrage de Tongon, qui s'étendrait sur 25 km, fournit 80% des poissons consommés à Korhogo.

Plusieurs organismes gouvernementaux ont été saisis de l'affaire. Notamment la « *Direction régionale de l'environnement* », le « *Centre ivoirien antipollution* » (Ciapol), « *l'Agence nationale de l'environnement* » et la « *Direction régionale des mines* ». Comme on

pouvait s'y attendre, ils ont conclu que ce « *barrage de Tongon n'a pas été touché par cette pollution* » et que « *la vie de la population n'est pas en danger* ». Rien sur la nappe phréatique qui a peut-être été polluée ; rien non plus sur les points d'eaux et les rizières qui ont été touchés. Silence, dans cette société capitaliste, le profit est roi et la vie des populations pauvres compte pour quantité négligeable ! Ouattara n'a-t-il pas déclaré en début d'année que « *notre pays continuera sa marche vers le progrès* » ? Le progrès dans l'entendement de ces gens-là, c'est de permettre aux riches de s'enrichir, quelles qu'en soient les conséquences sur les populations. Quel riche ira boire cette eau et consommera de ces poissons pollués ? Certainement pas Kablan Duncan qui s'est justement rendu à Tongon à la direction Randgold Resources le jeudi 5 février. La presse gouvernementale n'a même pas fait allusion à la grave pollution que cette entreprise venait de provoquer. C'était au contraire une occasion pour Kablan Duncan d'annoncer le début des travaux de deux nouvelles mines d'or, celle de Sissingué et d'Afféma.

Les profits ont de beaux jours devant eux quitte à empoisonner les cours d'eau et les lacs.

L E U R S O C I E T E

ENLÈVEMENTS D'ENFANTS : C'EST L'OBSCURANTISME QU'IL FAUT COMBATTRE

L'actualité d'aujourd'hui est marquée par les enlèvements d'enfants et les crimes rituels. Même si ce phénomène est loin d'être nouveau, il a atteint des proportions inquiétantes. Il ne se passe pas de jour sans qu'une disparition d'enfants soit signalée. La psychose est telle qu'à Yopougon, pas plus tard que la semaine dernière, des parents d'élèves se sont rués vers les écoles pour récupérer leurs enfants de peur qu'ils ne soient enlevés à la sortie de l'école. Il arrive parfois que des individus suspectés d'enlever des enfants se fassent lyncher par des foules en colère. Ce fut le cas à Yopougon, et aussi à Gonzagueville. Selon des chiffres officiels de la police à la date du 23 janvier, on dénombre en l'espace de deux mois, 21 cas d'enlèvements, dont 1 seul enfant retrouvé vivant. Ces enfants sont le plus souvent retrouvés morts avec des parties de leur corps arrachées. Ce qui laisse penser à des crimes rituels. Le gouvernement, pour montrer qu'il fait quelque chose, a soi-disant détaché un contingent spécial de 1500 hommes en armes.

Des rafles ont été organisées aux abords des cybercafés où 1000 jeunes gens supposés être des "brouteurs" ont été appréhendés. Toutes ces mesures ont très peu d'effet sur le terrain car le phénomène continue. Et ceci parce que ce sont

des boucs émissaires qu'ils ont ainsi arrêté.

La cause de tous ces crimes barbares est liée à l'obscurantisme ambiant entretenu à un niveau ou à un autre par les dirigeants politiques, les charlatans de tout poil, les églises, les mosquées ainsi que les médias.

Comment s'en étonner, quand on sait qu'au 21^{ème} siècle, il y a encore des gens, en l'occurrence de nombreux dirigeants politiques, qui continuent de croire que des sacrifices humains peuvent leur apporter richesse et ascension sociale. D'ailleurs, Il y a fort à parier que la recrudescence de ces crimes a un lien avec les échéances électorales prévues en 2015. Qui ne se souvient pas qu'en 2011, pendant la crise qui a opposé le camp Ouattara au camp Gbagbo, plusieurs des statues aux différents carrefours avaient été déboulonnées sous prétexte que là dessous étaient enterrés des gris-gris qui auraient permis au camp Gbagbo de s'enraciner au pouvoir. Et ce sont ces gens qui prétendent aujourd'hui lutter contre cette barbarie ?

D'ailleurs, des Dozos, réputés pour pratiquer des sacrifices humains ont été utilisés comme des supplétifs de l'armée, paradant un peu partout dans la ville et vendant des gris-gris.

L E U R S O C I E T E

La télé tout comme la radio censées véhiculer la modernité et le progrès, consacrent aujourd'hui de plus en plus d'émissions à des personnes qui abreuvent la population d'idées rétrogrades, à faire la publicité de féticheurs, et autres mystiques de tout poil.

Et que dire des soi-disant intellectuels africains qui, bien qu'ayant fait de hautes études et surtout dans

des pays occidentaux, bien qu'ayant accédé à la culture, continuent d'abrutir les populations avec des « réalités » qui seraient propre à l'Afrique !

Tout cela contribue à maintenir les populations dans l'arriération. C'est pourquoi, mettre fin au phénomène d'enlèvements d'enfants revient à combattre l'obscurantisme.

DE QUI SE MOQUE LE PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT ?

Interrogé sur les enlèvements d'enfants et les crimes rituels, le ministre de la Poste et des Nouvelles technologies de l'information et aussi porte-parole du gouvernement a dit qu'il exhortait « *la jeunesse ivoirienne plus au travail qu'à la facilité. Seul le travail crée des richesses* ».

Pourtant son gouvernement n'a rien à offrir à la jeunesse ! Son président s'est vanté d'avoir créé 1 million d'emplois dans le secteur dit informel alors que ce sont des emplois bidon du genre des gérants de cabine, des vendeurs ambulants, des travailleurs précaires dans le bâtiment et dans l'agriculture, etc.

Par ailleurs, ce sont les mêmes gens du gouvernement qui les chassent des rues !

Ce sont les exploiters qui créent la misère ! En tout cas, chaque ouvrier peut constater que son travail crée des richesses mais qui ne profite qu'à une minorité de riches capitalistes. Beaucoup de personnes travaillent chaque jour plus d'heures qu'il n'en faudrait pour espérer avoir un peu plus sur leur salaire pour ne pas tomber dans la misère. Mais peine perdue.

Combien d'entre eux dorment sur place à la zone, alignent des contrats précaires et le patron leur demande toujours plus sans pour autant à la fin du mois dépasser le SMIG ! Et ça c'est pour ceux qui ont du travail. Et toute leur vie, ils travailleront pour se retrouver encore plus misérables une fois à la retraite. Et tous les millions d'autres ? Comment la jeunesse ne va pas chercher la facilité !

L E U R S O C I E T E

Oui, le travail crée des richesses mais pas pour la masse pauvre. Ce n'est que l'avènement d'une société

débarassée du capitalisme qui pourra redistribuer les richesses et permettre à tout le monde d'en profiter.

GESCO : DÉGUERPISSEMENT PAR LA FORCE

Les commerçants et les « débrouillards » qui occupent les abords de la route de l'ancien corridor jusqu'au 1^{er} pont ont été chassés. D'autres opérations de ce genre avaient déjà été menées par le passé. Mais les vendeurs étaient revenus se réinstaller peu après. Mais cette fois-ci le FER (Fonds d'Entretien Routier) a engagé des FRCI et des gendarmes pour s'assurer que personne ne viendra se réinstaller. Pour ceux qui avaient laissé leurs tables pour un probable retour, les FRCI les ont démolies et brûlées. Ils ont même clôturé l'endroit avec des tôles et on y plante du gazon maintenant.

Aucun dédommagement pour les tables brûlées ni des solutions de relocalisation des vendeurs au motif qu'ils occupaient un domaine public. Rien ne leur est offert en retour. Aucun emploi stable. De plus en plus de personnes sont obligées de vendre dans ces lieux interdits, aux feux rouges, aux carrefours, de défier continuellement soit les forces de l'ordre, soit les policiers municipaux pour gagner de quoi vivre !

La réponse à ces « déguerpissements » méprisants c'est de s'unir pour imposer des emplois pour tous

MORTES POUR ÊTRE ALLÉES CHERCHER DE L'EAU POTABLE

Deux sœurs parties chercher de l'eau ont été écrasées par un camion. Elles habitaient le quartier GESCO où le problème d'eau est récurrent. Les robinets de la SODECI sont souvent à sec pendant des jours. Les populations sont dans ce quartier obligées souvent d'aller très loin pour avoir de l'eau

potable ou de se servir dans des puits à l'orée de la forêt. Ces deux dames ont dû traverser l'autoroute pour avoir de l'eau potable. C'est à leur retour qu'elles se sont fait faucher. Depuis c'est la peur ! Les gens du quartier n'osent pas traverser.

L E U R S O C I E T E

Le problème d'eau n'est pas propre à ce seul quartier. A Abobo, certains quartiers n'ont plus d'eau depuis novembre. À Adjouffou, dans d'autres quartiers d'Abidjan et plus encore à l'intérieur du pays, l'eau n'est pas régulière dans les robinets. Quand

on imagine qu'aujourd'hui la société a les moyens d'offrir de l'eau potable à tous et que certains meurent d'être allés en chercher, ou sont malades d'utiliser de l'eau souillée, cela montre à quel point cette société est injuste !

NON À LA DESTRUCTION DES LOGEMENTS !

Dans le courant du mois de janvier, le gouvernement a procédé à la destruction de plusieurs centaines de logements dans la commune d'Abobo. Cette opération avait déjà eu lieu dans d'autres quartiers et communes d'Abidjan tels qu'Attécoubé, Cocody, Port-Bouët, Marcory, etc.

Dans les sous-quartiers d'Abobo que sont Abgekoi, Kennedy, Derrière rail, Dokui, Sodepalm, des pâtés de maisons ciblés ont été pris d'assaut, dès le matin, par des bulldozers encadrés par une armée de policiers, gendarmes et FRCI. C'est à peine si on laissait aux habitants le temps de sauver leurs bagages.

Partout où ces machines sont passées, c'était la surprise et la consternation. C'est très souvent dans les pleurs des enfants et les imprécations des femmes que les

populations impuissantes ont regardé les bulldozers détruire leurs habitations. C'est depuis leur lieu de travail que certaines personnes ont appris la nouvelle. Pour d'autres, c'est en rentrant à la maison le soir qu'ils ont trouvé toute leur famille dehors sans logement. Cela montre le peu de cas que les dirigeants font de la population pauvre.

Là où les populations ont essayé de faire opposition, comme ce fut le cas lors de la destruction du quartier HMA, les forces de l'ordre n'ont pas hésité à faire usage de leurs armes en tirant plusieurs coups de feu.

Les populations auraient mille fois raison de s'opposer et même par la force à la destruction de leurs quartiers. Il n'est pas acceptable que le gouvernement ne se soucie pas du relogement avant d'entreprendre toute destruction de logements.

BIANKOUMA : UN VILLAGE SE RÉVOLTE CONTRE LE RACKET DES FRCI

À l'intérieur du pays, sévissent des éléments de FRCI officiels ou non, qui érigent des barrages et rackettent la population.

C'est cette pratique qui est à la base de la révolte des jeunes du village de Blapleu, nouvelle sous-préfecture du département de Biankouma.

L E U R S O C I E T E

À l'origine, des FRCI officiels, gendarmes, policiers et militaires, ont un corridor sur l'axe principal, tout juste en face du bureau du sous-préfet, où ils rackettent les gens, au vu et au su de tous. Et comme si cela n'était pas suffisant, il y a quelques mois, des éléments en treillis ont érigé des barrages de contrôle sur tous les axes reliant la sous-préfecture aux autres villages voisins. A ces barrages de fortune, ces éléments s'adonnent aux rackets en réclamant les pièces de vélo, de motos et même à des piétons qui vont au marché ou dans les champs. Mieux, ils se sont transformés en agents d'hygiène publique ou des Eaux et Forêt. Profitant de la lutte contre Ebola, ils fouillent les sauces des repas des femmes. Et même s'ils n'y trouvent rien, ils disent qu'ils sentent l'odeur de viande de brousse, une manière de leur extorquer de l'argent. Mais ce qui va faire éclater la révolte de la population c'est qu'à la veille des fêtes de fin d'année, ces éléments de FRCI qui ressemblent plutôt à des brigands de grands chemins, ont tenté de doubler la mise. Ils vont demander une rançon allant de 1000 francs à 2000 francs

pour le passage des motos. Ensuite les piétons doivent s'acquitter de 500 f s'ils n'ont pas leurs pièces d'identité, même s'ils partent dans leurs champs.

La population excédée, est partie rencontrer le sous-préfet pour savoir s'il est au courant de cette pratique et si c'est lui qui a autorisé ces barrages de fortune. Une fois que le sous-préfet a répondu que c'était de simples bandits en treillis, les villageois se sont rués sur ces barrages pour les démolir et brûler tout. Ensuite, ils ont interdit aux occupants de remettre les pieds dans leur village.

Ce qui se passe dans ce village n'est qu'une illustration des agissements des milices pro-Ouattara. A part Abidjan où ils sont moins visibles, dans le reste du pays, ils règnent en maîtres, vivant sur le dos de la population pauvre. Et tant qu'ils ne gênent pas les intérêts de l'impérialisme et des tenants du pouvoir à leur service, ils ont encore de beaux jours devant eux. Seule une réaction générale comme celle des habitants de ce village pourra mettre fin à ces pratiques.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CIPREL VRIDI : FACE À LA RAPACITE DES PATRONS, LES TRAVAILLEURS RÉCLAMENT LEUR DU

La centrale thermique électrique de Vridi est en extension. Une troisième phase est en construction et les travaux sont presque terminés. Cette centrale est construite et gérée par une entreprise française, « *Ciprel* ». Pour les travaux de la troisième phase, celle-ci a sous-traité le travail à plusieurs autres structures comme ALAH, JEH ONE et autres. Ces dernières ont, à leur tour donné le travail en sous-traitance à des entreprises comme 64 Constructions, KTI, SOBATT etc. C'est ainsi qu'elles se partagent le gâteau sans être inquiétées par la gestion de la main d'œuvre qu'elles confient à des maisons de placement comme RMO ou à des petits tâcherons.

Au début des travaux, aux dires des travailleurs, la Ciprel avait exigé que les travailleurs soient tous déclarés à la CNPS compte tenu des risques sur le site. Mais la majorité de ces entreprises ont préféré faire fi de cela pour engranger un peu plus de profits. La Ciprel a mis une boîte à suggestion afin que les travailleurs

dénoncent les comportements de leur patron. Mais à plusieurs reprises les travailleurs ont fait recours à cette boîte sans succès. C'est ainsi qu'il y a de cela plus de 4 mois, les travailleurs de 64 Constructions se sont organisés syndicalement. Ils ont adressé une liste de revendications en réclamant une augmentation de salaire, un rappel du sursalaire et le paiement des heures supplémentaires etc. Non seulement ils ont obtenu ce rappel, mais en plus, la direction a cédé en leur octroyant une prime de fin de chantier. La direction de 64 Constructions vient de verser ce reliquat ainsi que la prime de fin de chantier à ceux dont le contrat a pris fin. C'est suite à cela que les autres travailleurs des entreprises comme KTI, SOBATT et RMO cherchent à s'organiser pour revendiquer à leur tour la même chose.

Ces travailleurs ont raison de demander leur dû. C'est seulement en s'organisant et en luttant collectivement qu'ils ont une chance d'obtenir gain de cause.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.